

Discours intégral de Gabriel Ntizezerana devant l'Assemblée générale de l'ONU

@rib News, 26/09/2009 â€“ Source UN News CentreM. Gabriel Ntizezerana, DeuxiÃ¨me Vice-PrÃ©sident du Burundi, a dÃ©tÃ©abord remerciÃ© la communautÃ© internationale, la Commission de consolidation de la paix, le Bureau intÃ©grÃ© des Nations Unies au Burundi (BINUB), l'Union europÃ©enne, l'Initiative rÃ©gionale pour la paix au Burundi et l'Afrique du Sud pour leurs efforts en faveur du retour de la paix dans son pays. Â« La guerre est terminÃ©e au Burundi Â», a-t-il indiquÃ©, rappelant que le dernier mouvement rebelle Ã©tait devenu un parti politique, que les personnes dÃ©placÃ©es Ã l'intÃ©rieur du pays avaient rejoint leur village d'origine et que les rÃ©fugiÃ©s regagnaient eux aussi le pays. M. Ntizezerana a Ã©galement rappelÃ© que son pays faisait Â« face Ã la problÃ©matique du financement de la rÃ©intÃ©gration professionnelle de milliers d'hommes, femmes, voire d'enfants qui ont servi comme combattants Â». Il a donc demandÃ© que le soutien Â« indispensable Â» de la communautÃ© internationale se poursuive.

Ãvoquant la question des armes Ã feu dÃ©tenues illÃ©galement par la population civile et qui constituent Â« une menace sÃ©rieuse Â» pour la paix, M. Ntizezerana a indiquÃ© qu'une commission destinÃ©e Ã encourager la population Ã remettre les armes aux autoritÃ©s avait Ã©tÃ© crÃ©Ã©e. Il a ajoutÃ© que la rÃ©forme de la justice se poursuivait Â« dans le souci de garantir une justice Ã©quitable et combattre l'impunitÃ© Â». S'agissant des Ã©lections qui se tiendront dans quelques mois, le DeuxiÃ¨me Vice-PrÃ©sident a soulignÃ© que son gouvernement s'engageait Ã les organiser dans la transparence et le calme. Un nouveau code Ã©lectoral a Ã©tÃ© promulguÃ© et une Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante a Ã©tÃ© crÃ©Ã©e, a-t-il prÃ©cisÃ©. Au plan Ã©conomique, il a rappelÃ© que son gouvernement avait compris qu'il devait promouvoir la bonne gouvernance et amÃ©liorer davantage le climat des affaires. Dans cette optique, une sÃ©rie de rÃ©formes a Ã©tÃ© entreprise pour assainir la gestion des affaires publiques et faciliter les investissements privÃ©s nationaux ou internationaux, a-t-il indiquÃ©. Revenant ensuite sur le rÃ©le du Burundi dans la rÃ©gion, M. Ntizezerana a soulignÃ© la participation de son pays aux missions de maintien de la paix sur le continent africain. Le Burundi est reprÃ©sentÃ© dans l'OpÃ©ration des Nations Unies en CÃ´te d'Ivoire (ONUCI), la Mission des Nations Unies en RÃ©publique centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), l'OpÃ©ration hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), a-t-il rappelÃ©, insistant aussi sur le lourd tribut payÃ© par le contingent burundais dans ce dernier pays. M. Ntizezerana a d'ailleurs estimÃ© que Â« dans sa forme actuelle Â», l'AMISOM ne pouvait se poursuivre. Il a donc demandÃ© la modification du mandat de la Mission en Somalie pour permettre aux contingents Â« de se prÃ©munir des attaques, de passer Ã l'offensive et de poursuivre les assaillants Â». Il a aussi souhaitÃ© le renforcement des moyens de la Mission ainsi que des capacitÃ©s de frappes aÃ©riennes et de collecte d'informations supplÃ©mentaires et l'imposition de sanctions contre les pays ou organisations qui soutiennent les groupes islamistes. M. Ntizezerana est Ã©galement revenu sur les Objectifs du MillÃ©naire pour le dÃ©veloppement (OMD). Â« Le Burundi, a-t-il dit, a l'ambition de relever le dÃ©fi de ces objectifs. Â» En preuve, la politique de gratuitÃ© de l'enseignement primaire et des soins de santÃ© qui a Ã©tÃ© mise en place, la dÃ©cision du Gouvernement de soigner gratuitement la malaria et de fournir des moustiquaires Ã toute la population, la crÃ©ation d'un organe chargÃ© d'accorder une couverture d'assurance maladie aux personnes du monde rural et la construction de 700 Ã©coles ou centres de santÃ© en 2008. Le DeuxiÃ¨me Vice-PrÃ©sident burundais a cependant rappelÃ© que le principal problÃ©me auquel son pays devrait faire face Ã©tait celui du financement. C'est pourquoi, il a appelÃ© les bailleurs de fonds Ã mobiliser plus de moyens pour Â« garantir la pÃ©rennitÃ© des acquis Â». M. Ntizezerana a poursuivi son intervention en Ãvoquant la crise financiÃ¨re internationale qui Â« n'Ã©pargne pas le Burundi Â». Â« Les cours des matiÃ¨res premiÃ¨res sont chutÃ©s, en particulier les cours du cafÃ© qui est le principal produit exportÃ© Â», a-t-il indiquÃ©. Soulignant les mesures prises par son gouvernement pour limiter les effets de la crise internationale sur son pays, il a toutefois demandÃ© aux pays riches, en particulier ceux du G-8, Â« d'honorer la promesse faite Ã Gleneagles d'augmenter l'aide au dÃ©veloppement de milliards de dollars par an Ã partir de 2010 Â». Avant de conclure, il a estimÃ© que les changements climatiques constituaient Â« une menace pour la paix et la sÃ©curitÃ© alimentaire en Afrique Â». AprÃ¨s avoir saluÃ© les initiatives annoncÃ©es devant l'AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale par les Ã©tats-Unis, l'Union europÃ©enne et le Japon, il a rappelÃ© que le Burundi rangeait derriÃ¨re la position commune de l'Union africaine qui sera dÃ©fendue par l'Ã©thiopie lors de la ConfÃ©rence de Copenhague. Lire le texte intÃ©gral du discours Ã Regarder la VidÃ©o du discours [RealPlayer, 23 min]